

Pour mémoire : Les 8 mai 1945



Montage de titres de Unes de quotidiens :
Le Provençal, Le Républicain Lorrain, Ouest France du 8 mai 1945.

**Dossier rédigé par Pierrick Hervé,
Professeur d'histoire en classes préparatoires littéraires,
Lycée Camille-Guérin, Poitiers.**

Sommaire

Sommaire	1
Introduction : justifier le pluriel	3
Finir la guerre	4
Le siège de Berlin	4
La préparation de l'assaut par les Russes	5
La conquête de la ville	6
La reddition	7
Capitulation de l'Allemagne à Reims, à 2 h 45 du matin, le 7 mai	10
Ratification de la capitulation allemande à Berlin, le 8 mai 1945	11
Le 8 mai, une guerre froide commencée ?	12
Acteurs connus, acteurs méconnus du 8 Mai	13
Le 8 mai du général de Gaulle	13
Allocution à la radio le 8 mai 1945	13
Allocution du général de Gaulle à la radio le 8 mai 1945 à 15 heures	14
Les signataires allemands	16
Alfred Jodl : le premier à signer	16
Wilhelm Keitel, « Quoi ? Les Français aussi ! »	17
Les signataires américains	18
Walter Bedell Smith	18
Dwight D. Eisenhower	18
Jean de Lattre de Tassigny : la présence française	20
Les rivaux soviétiques	21
Ivan Koniev	21
Gueorgui Joukov, la légende	21
Mettre en mémoire le 8 Mai	23
Une célébration spontanée	23
Le long chemin vers la journée fériée	24
Oublier la guerre ? Les commémorations récentes	25
Un autre 8 mai 1945, les événements de Sétif, Guelma et du Constantinois	26
« Une mémoire occultée »	26
Dynamiques de décolonisation ou conservatisme colonial	28
Conclusion : les enjeux du 8 Mai	30
Ressources	31
Ressources Scérén	31
Bibliographie	31
Filmographie	31

Introduction : justifier le pluriel

Comme d'autres jours de l'année la date du 8 mai renvoie à un événement connu, ancré dans la culture et la mémoire collective, au point sans doute qu'il n'est nul besoin de préciser le millésime.

L'université de Guelma en Algérie a été baptisée « université du 8 mai 1945 » et son adresse postale est « avenue du 19-mai-1956 », rappel de la journée de grève historique des étudiants algériens organisée par le Mouvement de libération nationale. Bien que nous soyons loin de Berlin, la date du 8 mai est ici hautement symbolique et rappelle un autre événement, une autre glorification que celle de la fin de la Seconde Guerre mondiale, une autre mise en mémoire et même une opposition des mises en mémoire, selon que cette dernière est algérienne ou française.

Le 8 mai 1945, la Seconde Guerre mondiale se termine en Europe par la victoire des Alliés et l'effondrement de l'Allemagne nazie, quand l'Italie fasciste était déjà hors d'état de poursuivre la lutte depuis plusieurs mois. Six années de guerre marquées par des atrocités inimaginables touchant tant les militaires que les civils mettent fin à ce que des historiens envisagent aujourd'hui comme appartenant à une guerre civile européenne longue de trente ans (Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne (1917-1945) : national-socialisme et bolchevisme*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000 et Enzo Traverso, *À Feu et à sang : de la guerre civile européenne, 1914-1945*, Paris, Stock, 2007). [Dans la conception des nouveaux programmes des classes de premières](#), le 8 mai 1945 peut effectivement fermer une guerre commencée dans les Balkans vers 1911-1912 et dès lors permettre un basculement vers la construction européenne dont il devient une étape.

L'ambition de ce dossier est de présenter, documents iconographiques et filmiques à l'appui, la façon dont se clôt ce conflit. Comment finir une guerre ? Voici la question posée à des Alliés séparés en plusieurs fronts. Les enjeux militaires importants, parfois aux contenus symboliques, les relations déjà compliquées entre les futurs vainqueurs, la situation d'un pays comme la France, le devenir de l'Allemagne s'organisent autour de cette date devenue repère en Europe, celle de la disparition des totalitarismes fascistes. Commémorer le 8 mai semble alors une évidence. Mais pourtant, la date ne s'impose pas de façon claire dans un calendrier chargé en dates repères. Comment le 8 mai devient-il une date aujourd'hui fériée dans le calendrier français ? L'est-il dans d'autres pays anciens belligérants ? Quelle signification, quelle place la date du 8 mai prend-elle dans l'espace mémoriel européen et particulièrement français, espace devenu concurrentiel ?

Le 8 mai prend aussi d'autres dimensions. Dans le cadre colonial, les événements de Sétif, de Guelma et de l'ensemble du Constantinois occupent une place particulière : mémoire longtemps occultée de ce côté de la Méditerranée, mémoire longtemps surestimée du côté des officiels algériens issus du conflit, mémoire revendiquée pour lui donner une lisibilité pour les populations civiles victimes des événements.

L'approche du 8 mai n'est donc pas simple car elle suppose d'ouvrir le champ de recherche à des chronologies larges (guerres mondiales, déroulement et mémoires, relations Est-Ouest en formation, construction européenne, processus de décolonisation déjà engagé...). Cependant l'historien peut aussi porter un regard attentif aux trajectoires des hommes du 8 Mai que les photographies, les images cinématographiques, les interventions radiodiffusées, les articles de journaux ont immortalisés. Nous proposons à la fois un ensemble de biographies succinctes des acteurs des événements du 8 Mai, mais également quelques documents commentés dont l'utilisation pédagogique peut se montrer pertinente dans un traitement de la Seconde Guerre mondiale devenu si court dans nos programmes scolaires.

Finir la guerre

Le siège de Berlin

La Seconde Guerre mondiale se termine en Europe par la prise d'une ville, capitale d'un empire déchu, lieu de pouvoir des nazis à défaut d'en être la ville la plus représentative de l'idéologie. Cette ville que le Führer n'aimait pas – chose que les habitants semblaient bien lui rendre – est le dernier grand enjeu militaire de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

Le 16 janvier 1945, Adolf Hitler décide de revenir à Berlin et de ne plus la quitter. La ville moderne est plus facile à défendre que les villes portuaires comme Hambourg ou celles de tracé médiéval comme Dresde. Bien que bombardés depuis de longues semaines, lors de la bataille de Berlin entre août 1943 et février 1944, les centres vitaux de la ville n'ont pas été détruits. Les grandes avenues ouvertes constituent de véritables pare-feu quand d'autres villes brûlèrent rapidement lors des bombardements. Paradoxalement les destructions des quartiers résidentiels par la Royal Air Force offrent des obstacles à la progression au sol des conquérants alliés.

La dernière résistance nazie s'installe dans un bunker construit à la fin de l'année 1944 sous la chancellerie du Reich, prolongeant un abri antiaérien creusé en 1936. Alimenté en électricité, eau courante et air conditionné, ce bunker était relié avec l'extérieur par un réseau téléphonique et par la radio. Il semble qu'Hitler n'en soit sorti que deux fois pendant les 500 jours de la fin de sa guerre (le 25 février et le 15 mars pour de courtes excursions dans les environs de la chancellerie). La bataille de Berlin comme les derniers engagements des armées du Reich sont dirigés de ce bunker.

La ville de Berlin ne dispose pas de garnison spécifiquement attachée à sa défense. Le bataillon de la garde de Berlin est la seule unité opérationnelle. Elle a notamment servi à régler l'affaire du complot de juillet 1944. Elle est progressivement rejointe par des groupes d'armée dits « de la Vistule » chassés de Pologne par la progression de l'armée soviétique. Il y a environ 320 000 hommes disponibles quand le siège commence, dont la III^e armée Panzers et la IX^e armée. Parmi les autres armées disponibles, la Muncheberg Division représente « les divisions fantômes » créées à partir des écoles militaires et qui n'ont encore jamais été confrontées au combat. Ces corps de troupes sont complétés par des unités de la Volkssturm. Littéralement « levée du peuple », cette force est une milice populaire levée à l'été 1944 pour épauler la Wehrmacht soumise au feu des troupes débarquées en Normandie et du début de l'opération Bagration. Elle est constituée comme une force fanatisée pour combattre des armées supposées s'attaquer aux civils, et conçue comme une réplique de la Landsturm de 1813, qui avait été spécifiquement créée pour lutter contre l'envahisseur français. Des compagnies de la DCA, de la SS, de la police et des jeunesses hitlériennes complètent les troupes de défense de Berlin. Au sein de la SS figurent le bataillon d'assaut Charlemagne, composé de Français et une partie de la division SS Wallonie commandée par Léon Degrelle. Des Français, engagés volontaires, au service du nazisme se retrouvent acteurs d'une défense improbable de la capitale d'un empire qui devait durer mille ans.

La préparation de l'assaut par les Russes

Carte de la situation au début de l'offensive russe contre Berlin le 16 avril 1945.

Source : Les derniers jours d'Hitler. Joachim Fest. p.24. Edition Perrin. Coll. Tempus. 2003.

En mars 1945, les fronts Joukov et Koniev, du nom des commandements, se rejoignent et préparent l'assaut de la ville. L'armée soviétique présente une couverture aérienne de 2 150 avions, des lignes de 295 canons par kilomètre, une capacité de projection estimée à 7 millions d'obus. Au début du mois d'avril et au départ de la Hongrie, les armées de Tolboukhine et Malinovski s'emparent de Vienne après des combats acharnés. Le contexte militaire devient plus que favorable aux Soviétiques.

À l'ouest, les armées alliées (américaine, anglaise, canadienne, française) encerclent la Ruhr et atteignent l'Elbe (IX^e armée américaine) le 11 avril. Les Franco-américains occupent la Bavière désignée par les services secrets comme potentiel lieu de résistance nazie. Mais la 83^e division blindée est bloquée par son commandement à 75 kilomètres de Berlin le 14 avril. Par accord entre les États, la prise de la ville est réservée aux Russes.

Cependant au sommet du commandement soviétique les rivalités sont fortes pour qui prendra Berlin entre Joukov, bénéficiant de la promesse de Staline, et Koniev, indispensable pour la prise de la ville. Le 16 avril Joukov traverse l'Oder mais est confronté à la défense antichar allemande qui le ralentit. Le 17, Koniev est sur la Spree, annonce pouvoir prendre la ville par le sud, en s'emparant des quartiers résidentiels. Le 19, Joukov rompt les lignes de défense et est prêt à assiéger Berlin. La rivalité entre les deux hommes conduit Koniev à ordonner la pénétration de ses troupes dans la ville pour la nuit du 20 au 21 avril. Mais Joukov annonce alors que ses canons bombarderont les rues de la capitale du Reich.

Le 20 avril, Adolf Hitler procède à sa dernière manifestation publique le jour de son 56^e anniversaire : il décore une compagnie de la jeunesse hitlérienne, orphelins de parents tués à Dresde dans le dur bombardement du début de l'année. Il continue à prendre des décisions politiques, il révoque, notamment Goering et Himmler soupçonnés de négocier avec les alliés occidentaux, nomme aussi, comme si le pouvoir s'exerçait encore, alors que des cours martiales condamnent et font pendre les déserteurs dans la ville elle-même. Le 22 avril Jodl et Keitel quittent le bunker du Führer, d'autres comme Speer ou Ribbentrop y sont de passage.

La conquête de la ville

Le 21 avril, les chars soviétiques entrent dans la ville par la banlieue nord, le siège est préparé par Tchouïkov, un ancien de Stalingrad : des groupes d'assaut soutenus par des canons antichars, des canons d'assaut, une batterie de lance-flammes, se forment pour les combats de maison à maison. Le 25 avril, la ville est attaquée par le nord et le sud.

Les Berlinois se terrent dans les abris ou dans les tours bétonnées, mêlés aux derniers soldats, aux prisonniers de guerre libérés dans des conditions matérielles très compliquées. Les 27 et 28 avril, les derniers défenseurs de Berlin se battent pour quelques lieux publics, comme le Tiergarten, le ministère de l'Intérieur, puis le Reichstag. Le 29 avril, Hitler dicte un testament politique dans lequel la lutte contre le bolchevisme, dont les troupes sont à moins de 500 mètres de la Chancellerie, prend une place encore essentielle. Il désigne Schörner comme successeur à la tête de l'armée et Karl Doenitz (aussi Dönitz), chef de la Kriegsmarine, comme chef de l'État. Il expulse Goering et Himmler du NSDAP. Mais les moyens de communication sont définitivement coupés. Dans la nuit du 29 au 30 avril, vers 3 heures du matin, il se suicide avec sa femme Eva Braun qu'il vient d'épouser. Un groupe de fossoyeurs incinère les corps dans un cratère de la chancellerie d'où ils furent déterrés par les Russes le 5 mai. Une heure plus tôt, les soldats de Joukov ont entrepris la prise du Reichstag, la bataille pour le bâtiment dure jusqu'au soir et vers 10 heures Mikhaïl Jegorov et Meliton Kantaria hissent le drapeau rouge sur le dôme du Reichstag. Des images célèbres, photographiques et cinématographiques, ont immortalisé ce moment, filmées sans doute lors d'une reconstitution de l'événement.

Le 30 avril, Goebbels tente de négocier avec les Russes par l'intermédiaire du général Krebs ancien attaché militaire à Moscou. Il est reçu par Tchouïkov qui appelle Joukov lequel joint à son tour Staline... Face à la volonté de traiter comme des détenteurs d'un pouvoir légitime exprimée par Krebs, Staline exige la capitulation sans condition, comme cela a été régulièrement rappelé par les alliés lors de leurs différentes rencontres. Après une longue conversation, le 1^{er} mai, Joukov ordonne à Krebs d'indiquer à Goebbels qu'il a uniquement le pouvoir d'annoncer le décès d'Hitler, la trahison d'Himmler et surtout qu'il doit traiter avec trois gouvernements alliés : ceux de l'Union soviétique, des États-Unis d'Amérique et de l'Angleterre. Joukov donne ensuite l'ordre à ses soldats de reprendre le combat. La légende retient que le bruit de la reprise des canonnades pousse les hommes du bunker à considérer leur échec, et Goebbels et sa femme se suicident à leur tour.

Le 2 mai au matin, le 56^e corps de Panzer demande un cessez-le-feu. À 6 heures, le commandant de la forteresse de Berlin, Weidling se rend aux Russes et dicte un ordre de capitulation : « [...] Voici mes ordres : arrêtez immédiatement toute résistance. » À 15 heures, les armes soviétiques se turent. Le bilan est particulièrement difficile à établir. 125 000 Berlinois auraient succombé à la conquête de la ville. Mais entre le 16 avril et le 8 mai, les fronts russes auraient perdu 305 000 hommes.

La reddition

Le 5 mai les troupes de la division Leclerc, une des participations françaises à la fin de la guerre, s'emparent du « Nid d'aigle » de Berchtesgaden.

17628
 Lt Colonel Commandant 1^{er} Régiment de Fusiliers B
 à Colmar 631 670

Finis: C-De hay a venir à l'heure de l'après-midi
 qui a travaillé en faveur de la nation par autorité

procede. A professeur B qui tire et à l'heure de l'après-midi
 01865 pour le rendre à l'heure de l'après-midi
 accorde l'ordre de rendre comme le 4^{ème} qui a
 d'après-midi -

Nazi.

THESE SPACES FOR MESSAGE CENTER ONLY		
TIME FILED	MSG CEN NO. 01/116	MSG SENT
MESSAGE (SUBMIT TO MESSAGE CENTER IN DUPLICATE) (CLASSIFICATION)		
NO.	DATE	
TO	1 ^{er} PC de PENNANT	
Le matin l'ennemi PRANCA attend sur un nid d'aigle BERCHTESGADEN ligne LECLERC		
OFFICIAL DESIGNATION OF MESSAGE CENTER		
ATTACHED TO BE SENT IN BULK	SIGNATURE OF OFFICER	
1600		

THESE SPACES FOR MESSAGE CENTER ONLY		
TIME FILED	MSG CEN NO. 116	MSG SENT
MESSAGE (SUBMIT TO MESSAGE CENTER IN DUPLICATE) (CLASSIFICATION)		
NO.	DATE 3-8-48	
TO	A + V.	
manuel objectif Berchtesgaden officier liaison quitte PC allie à 0800h avec ordres et cartes		
OFFICIAL DESIGNATION OF MESSAGE CENTER		
TIME BOMBS		

Ordre reçu par Pierre Debray, 2eme DB, lui donnant pour mission d'atteindre Berchtesgaden.

Source : http://2db.free.fr/temoin_debray.html

Le 3 mai, les forces allemandes du Danemark, de la Hollande et de l'Allemagne du Nord se rendent aux Anglais de Montgomery. Eisenhower fait savoir aux pouvoirs encore en place qu'il exige une capitulation totale sur tous les fronts sans condition. Doenitz, installé dans le Schleswig-Holstein, au nord de l'Allemagne, aurait préféré signer des capitulations locales et partielles pour faire durer le conflit non dans l'illusion d'un retournement de situation, mais pour permettre aux soldats et aux civils allemands de gagner des territoires occupés par les armées occidentales. Contraint, il envoie Jodl au quartier général d'Eisenhower à Reims, muni des pleins pouvoirs pour signer la reddition générale des forces allemandes. Jodl ne peut obtenir de négocier, il doit accepter un texte du commandement allié représenté par le général américain Walter Bedell Smith. La capitulation est signée le 7 mai à 2 heures 41 du matin, l'article principal disant : « Nous, [...] au nom du haut commandement allemand, déclarons remettre au commandant en chef du corps expéditionnaire allié ainsi qu'au haut commandement soviétique la reddition sans condition de toutes les forces terrestres, aériennes et maritimes encore sous l'autorité allemande... » La reddition stipule que les combats doivent s'arrêter le lendemain à minuit.

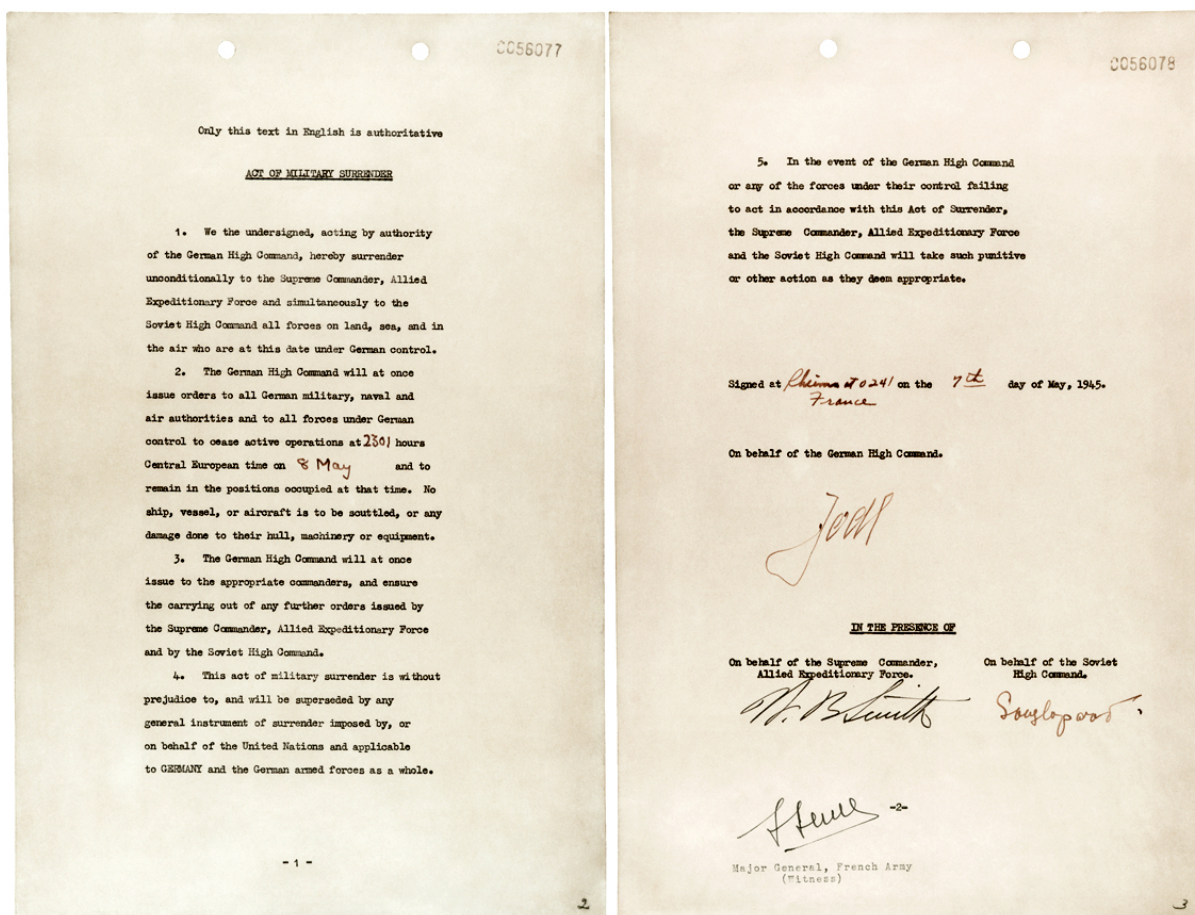


Alfred Jodl signe la reddition allemande à Reims le 7 mai 1945. À sa droite, le Major W. Oxenius, à sa gauche le Général von Friedeburg, derrière le Major Général américain K. Srong, au bout de la table, le Général soviétique Sousloparov.

Sources : Franklin D. Roosevelt Library.

Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Alfred_Jodl

Le 8 mai, une réunion interalliée confirme la capitulation. Par convention, l'acte ayant été signé au quartier général du commandement occidental, la ratification doit aussi avoir lieu au quartier général des Soviétiques. Le 8 mai, la Norvège est rendue par la garnison allemande ; le 9, la poche de Courlande de même que La Pallice, Dunkerque, La Rochelle, Rochefort, puis les îles de la Manche, Lorient et Saint-Nazaire le 10 ; Hélioland le 11, « dernières forteresses nazies » en Europe.



Texte de la reddition signée à Reims le 7 mai 1945 par le Général Bedell Smith pour les Etats-Unis, le Général Sausloparov pour l'Union Soviétique, le Général Sevez comme témoin pour la France, le Général Jodl pour l'Allemagne.

Source : Musée de la reddition à Reims.

La cérémonie de capitulation est répétée à Berlin le 9 mai car Staline exige que le document soit signé devant des autorités militaires soviétiques à Berlin-Karlshorst. La délégation allemande conduite par Keitel avec bâton de maréchal et insigne nazi accroché à l'uniforme ne fut appelée que pour signer.

Dans les six premiers mois de 1945, le Reich vaincu maintient la situation de guerre jusqu'à la destruction définitive. Dès l'automne 1944, au moment où les Alliés pénètrent en Allemagne et dans un projet apocalyptique, répété à l'envie par les décrets, ordres et autres interventions, Hitler impose à tous les propriétaires terriens du Reich le principe de la « terre brûlée ». Goebbels dit ainsi au mois de mars 1945 : « S'il est écrit que nous devons sombrer, le peuple allemand tout entier sombrera avec nous... »

Les occidentaux n'entrent dans Berlin que le 16 juillet.

Situation le 8 mai :

- 10 millions de prisonniers de guerre allemands ;
- 8 millions de réfugiés allemands ;
- 3 à 4 millions de fugitifs dans les Balkans ;
- 2 millions de prisonniers de guerre russes.

La Seconde Guerre mondiale dans sa partie européenne est terminée.

Capitulation de l'Allemagne à Reims, à 2 h 45 du matin, le 7 mai

Images ECPAD - Capitulation de l'Allemagne à Reims, à 2 h 45 du matin, le 7 mai. Version anglaise des actualités des services alliés.

[Voir la video sur le site Pour mémoire](#)

Le 5 mai Hans Von Friedeburg, commandant en chef de la marine, est à Reims pour négocier une paix séparée avec les armées occidentales voulue par Doenitz. Eisenhower et Churchill refusent. Le 6, le général Alfred Jodl, du haut commandement allemand, est à Reims. Dans la salle de guerre tapissée des cartes du SHAEF – le QG d'Eisenhower –, au sein du collège de garçons de Reims, les participants alliés général Walter Bedell Smith, chef d'état-major d'Eisenhower, le commandant général d'artillerie Ivan Sousloparov, le général français François Sevez (signataire en tant que témoin), l'amiral Harold Burrough, commandant des forces navales alliées avec le lieutenant Ivan Cherniaev, interprète sont réunis. Jodl signe la reddition « de toutes les forces terrestres, navales et aériennes qui sont à cette date sous contrôle allemand » avec à ses côtés son aide de camp Oxenius, et l'amiral von Friedeburg.

Eisenhower présente en souriant aux caméras les deux stylos plume qui ont servi à la signature. Il les place en V pour matérialiser le succès des Alliés puis prononce un discours destiné aux actualités cinématographiques, annonçant la victoire avec Tedder à ses côtés. Il exprime sa gratitude aux forces alliées.

Ratification de la capitulation allemande à Berlin, le 8 mai 1945

Images ECPAD - Ratification de la capitulation allemande à Berlin, le 8 mai 1945. Film 5 min 11 s. Film noir et blanc, en 35 mm, muet par British Paramount News.

Document filmé par trois opérateurs soviétiques L. Mazrukho, A. Levitan, N. Kisselev, équipe dirigée par Louli Raïzman (J.-P. Bertin-Maghit (dir.), *Une histoire mondiale des cinémas de propagande*, Nouveau Monde éditions, p. 441)

[Voir la vidéo sur le site Pour mémoire](#)

Au quartier général soviétique, dans une école militaire près de Karlshorst, est ratifié le texte signé à Reims la veille. Sur l'aérodrome de Stadel aux portes de Berlin, le général britannique Tedder, représentant Eisenhower, accompagné d'officiers russes passe en revue des soldats soviétiques. Keitel accompagné de l'amiral von Friedeburg et du général Stumpf arrive par avion. Avec d'autres officiers le général américain Spaatz attend à l'aérodrome.

Dans la salle, Joukov entre le premier et désigne les places de chaque représentant allié. Après un discours de Joukov, Keitel signe le premier puis Joukov et Tedder comme parties contractantes. Spaatz et de Lattre de Tassigny signent comme témoins.

Le 8 mai, une guerre froide commencée ?

Selon Georges-Henri Soutou (voir la rubrique « Références »), la typologie des relations Est-Ouest est en place dès les années 1920. Cependant la Seconde Guerre mondiale permet à l'URSS de devenir une superpuissance, situation qui, avec l'Europe détruite, rend la guerre froide possible. André Kaspi souligne combien l'Europe détruite devient un enjeu des relations entre les deux grands, comme espace d'expansion possible des idéologies messianiques que chacun porte. Les buts de guerre – incompatibles entre eux – affirmés par les principaux belligérants orientent la période qui démarre avec le 8 mai. Le 8 mai 1945, les Alliés maintiennent leur union dans l'optique d'éviter une reconstruction trop rapide de l'Allemagne, reconstruction sans doute impossible. Deux possibilités apparaissent alors pour l'avenir de l'Allemagne : la laisser unie et contrôlée par les vainqueurs selon le front antifasciste accepté par les occidentaux et les soviétiques ; ou la diviser selon les espaces maîtrisés au moment de la paix, ce qui rend la transformation de la partie soviétique en État communiste plus aisée. Au soir du 8 mai, les vainqueurs occupent le pays selon des zones définies par les conférences précédentes, une partie des zones occidentales échoit à la France, rangée parmi les puissances victorieuses. Pour la diplomatie conduite par les occidentaux, la menace soviétique ne dépasse le danger allemand que vers la fin 1946 pour les Américains, en 1948 pour les Britanniques, voire 1949 pour les Français. L'Allemagne est alors à la fois un enjeu de la guerre froide qui se dessine et un élément rendant les relations entre les puissances en lutte inévitable. Les soviétiques déjà entrés dans Vienne, contrôlant Berlin, pénètrent aussi dans Prague le 8 mai 1945 avant la signature de la capitulation allemande. Les soldats américains se trouvent alors à 75 kilomètres de la ville mais le commandement hésite à poursuivre. Préférant soumettre une ville encore occupée et en guerre avant qu'une force politique locale libérale ne s'empare du pouvoir les Soviétiques poursuivent la politique de contrôle des territoires « libérés ». Georges-Henri Soutou propose comme interprétation du décalage des dates de signature de la reddition à Reims puis à Berlin cette opération sur Prague. Les objectifs de Staline semblent atteints : retrouver des frontières définies lors du pacte germano-soviétique, progresser vers l'ouest, rendre la communisation de l'Europe orientale possible, contrôler l'Allemagne. Ailleurs, c'est-à-dire en Europe de l'Ouest, Staline préconise la participation des communistes à des fronts unis issus de la Résistance en attendant mieux. Churchill, très inquiet, et Roosevelt souhaitent maintenir l'alliance avec l'URSS tant que la guerre n'a pas trouvé son terme.

Ainsi le 8 mai peut être compris à la fois comme un des derniers moments d'entente possible entre les vainqueurs de la guerre dans le respect des décisions négociées, mais aussi comme la mise en place des futures démarcations géographiques fondées sur les conquêtes militaires, les enjeux idéologiques et les personnalités agissantes. Les conditions de l'entrée en guerre froide sont réunies.

Eric Hobsbawm, dans *L'Âge des extrêmes*, souligne combien la participation des soviétiques à la victoire a contraint le libéralisme à se repenser, à choisir l'orientation de la prise en compte des enjeux sociaux nouveaux dont la protection des populations affaiblies, à entrer dans le *welfare state*. Ainsi, le succès sur le long terme du libéralisme doit énormément à la participation de l'URSS à la victoire contre le nazisme, victoire matérialisée par la prise de Berlin au début du mois de mai 1945.

Acteurs connus, acteurs méconnus du 8 Mai

Le 8 mai du général de Gaulle

Allocution à la radio le 8 mai 1945

Les Mémoires de guerre du général de Gaulle se composent de trois tomes chronologiquement disposés entre 1940 et 1946. « L'appel » occupe les deux premières années de guerre poursuivies pour la période 1942-1944 d'un tome intitulé « L'unité ». Dans une approche militaire, politique mais aussi profondément inscrite dans la foi qui anime le grand homme, le troisième volet de ces mémoires de guerre porte comme titre : « Le Salut ». Ce dernier tome se décompose en chapitres tournant autour des thèmes clefs des relations internationales et de la situation nationale. La libération, le rang, la victoire... Quelle place donner à la France à la fin de la guerre qui se profile sans être encore acquise ? Tel est le fil conducteur d'un récit qui mêle tous les aspects mais qui souligne la construction d'une France actrice de la victoire. C'est dans ce troisième tome que figure le document étudié ci-dessous.

Lors de la signature de l'acte final de la capitulation allemande le 9 mai, le *feldmarschall* Keitel ne put retenir cette phrase lourde de sens : « Quoi ? Les Français aussi ! » (Traduction tirée des *Mémoires de guerre* du général de Gaulle). « Les Français ici ! C'est un comble » ou encore « Les Français sont là ! Nous sommes bien bas... » sont d'autres traductions proposées par François Broche, Georges Caïtucoli et Jean-François Muracciole dans leur ouvrage *La France au combat*. Comment la France put-elle être actrice de ces événements du 8 mai 1945 qui la rangeaient parmi les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale au prix d'un redressement militaire surprenant et d'une insertion dans les relations entre les Alliés ? Voulu dès la défaite de juin 1940 et l'entrée en résistance inaugurée par l'appel du 18 Juin – d'autant plus que la France fut absente des rencontres de fin de guerre entre Alliés dont Yalta au début de l'année 1945, mais aussi plus tard celles de Potsdam –, la présence française à Reims et à Berlin, même au titre de témoin signataire assure au pays une place de choix dans le camp des vainqueurs, reconnaissant par là même la participation de l'armée française en reconstruction à la libération de l'Europe occidentale. Signataire à Reims et Berlin, la France est également présente dans le groupe des neuf États qui reçoivent sur le navire Missouri la reddition du Japon le 2 septembre 1945. Cette fois, de Gaulle a demandé au général Leclerc de représenter la France.

De Gaulle rappelle combien certains dignitaires nazis tentèrent de négocier dans les derniers jours d'avril 1945. Himmler prend ainsi contact avec le comte Bernadotte, président de la Croix-Rouge suédoise pour transmettre aux occidentaux une proposition d'armistice. Profiter de la fin d'une guerre à l'ouest pour ceindre les Alliés en maintenant la guerre contre l'URSS. Dernier baroud (honneur ne convient guère) pour sauver des apparences dans l'illusion d'une négociation possible d'État à État. Himmler va même jusqu'à autoriser la distribution de vivres aux déportés. Il fait envoyer au général de Gaulle un mémoire sur l'avenir de ce dernier entre des Américains qui le rangerait dans la catégorie des satellites et des Soviétiques qui le réduirait. Il propose donc une alliance de la France avec une Allemagne vaincue mais en mutation pour construire « un ordre nouveau ». Les occidentaux ne répondent à aucune des propositions allemandes. Au début du mois de mai les premières redditions allemandes se font et le 7 Jodl, envoyé par Doenitz, signe la capitulation à Reims avec la réciprocité attendue à Berlin par les Soviétiques. Les autorités françaises organisent la présence de la France lors de ces deux événements. À Reims, le général Bedell Smith, chef d'état-major d'Eisenhower, préside la séance et signe le texte puis pour les Russes, le général Sousloparov et pour les Français le général Sevez, sous-chef d'état-major de la défense nationale (Juin étant à San Francisco). La cérémonie de Berlin est plus solennelle même si le texte est identique. De Gaulle y envoie le général de Lattre de Tassigny pour représenter la France. De Gaulle évoque dans ses mémoires l'incident d'une double représentation occidentale, anglaise avec l'*air marshal* Tedder et américaine avec le général Spaatz. Ainsi la France est signataire de l'acte final de capitulation au même titre que l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Télégramme du général de Gaulle au général de Lattre de Tassigny

« Paris, le 7 mai 1945.

Je vous ai désigné pour participer à l'acte solennel de la capitulation de Berlin. Il est prévu que seuls le général Eisenhower et le représentant du commandement russe signeront comme parties contractantes. Mais vous signerez comme témoin. Vous devrez, en tout cas, exiger des conditions équivalentes à celles qui seront faites au représentant britannique, à moins que celui-ci signe pour Eisenhower. »

Source : Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. III : *Le Salut : 1944-1946*, Paris, Pocket Plon, 1959, 531 p.

La présence française lors de la signature de la capitulation à Reims ne soulève pas de difficulté. Cependant pour le lendemain à Berlin celle-ci ne paraît pas évidente. Joukov représentant l'Union soviétique, puissance invitante, feint de ne pas être au courant. Un petit drapeau français est préparé dans l'urgence pour figurer sur la table. Cependant Vichinsky, conseiller politique soviétique, cherche à empêcher la présence française, sans succès. La réaction de Keitel souligne combien la présence française n'était pas attendue et combien elle reste une victoire diplomatique du général de Gaulle. Le chef du gouvernement provisoire de la République décide en son nom et conduit pratiquement seul une grande partie des opérations, notamment les relations avec les Alliés. Dans l'incapacité d'exiger d'être signataire contractant, comme auraient pu aussi le revendiquer d'autres pays actifs dans la lutte contre le nazisme, de Gaulle obsédé par la nécessité d'être présent accepte la signature au titre de témoin. Il revendique une place comme État au même titre que le Royaume-Uni.

Allocution du général de Gaulle à la radio le 8 mai 1945 à 15 heures

Images INA - De Gaulle à la radio le 8 mai 1945 : <http://www.ina.fr/histoire-et-conflits/seconde-guerre-mondiale/audio/PHD85002992/le-general-de-gaulle-annonce-la-paix.fr.html>

« La guerre est gagnée ! Voici la victoire ! C'est la victoire des Nations unies et c'est la victoire de la France !

L'ennemi allemand vient de capituler devant les armées alliées de l'ouest et de l'est. Le commandement français était présent et partie à l'acte de capitulation. Dans l'état de désorganisation où se trouvent les pouvoirs publics et le commandement militaire allemand, il est possible que certains groupes ennemis veuillent, çà et là, prolonger pour leur propre compte une résistance sans issue. Mais l'Allemagne est abattue et elle a signé son désastre !

Tandis que les rayons de la gloire font, une fois de plus, resplendir nos drapeaux, la patrie porte sa pensée et son amour, d'abord vers ceux qui sont morts pour elle, ensuite vers ceux qui ont, pour son service, tant combattu et tant souffert ! Pas un effort de ses soldats, de ses marins, de ses aviateurs, pas un acte de courage ou d'abnégation de ses fils et de ses filles, pas une souffrance de ses hommes et de ses femmes prisonniers, pas un deuil, pas un sacrifice, pas une larme n'auront donc été perdus !

Dans la joie de la fierté nationale, le peuple français adresse son fraternel salut à ses vaillants alliés, qui, comme lui, pour la même cause que lui, ont durement, longuement prodigué leurs peines, à leurs héroïques armées et aux chefs qui les commandent, à tous ces hommes et à toutes ces femmes, qui, dans le monde, ont lutté, pâti, travaillé, pour que l'emportent, à la fin des fins ! La justice et la liberté.

Honneur ! Honneur pour toujours ! À nos armées et à leurs chefs ! Honneur à notre peuple, que des épreuves terribles n'ont pu réduire, ni fléchir ! Honneur aux Nations unies qui ont mêlé leur sang à notre sang, leurs peines à nos peines, leur espérance à notre espérance et qui, aujourd'hui, triomphent avec nous !

Ah ! Vive la France ! »

Débarquées le 6 juin 1944, près d'un an plus tôt, les troupes alliées occidentales ont libéré le territoire français à la fin de cette même année. Le chef de la France libre, lui-même présent en France depuis juin 1944, commande aux destinées du pays à travers le gouvernement provisoire de la République. Quelques grandes manifestations ont scandé la reconquête dont la descente des Champs-Élysées dans un Paris libéré à la fin du mois d'août 1944. La guerre n'est cependant pas terminée à cette date. Aussi l'allocution radiodiffusée prononcée dans l'après-midi du 8 mai 1945

annonce-t-elle à la Nation la fin des combats. Le discours bref, inscrit dans un moment de liesse populaire, ne porte pas de contenu politique partisan.

Ce qui matérialise la fin du conflit est la reconnaissance de sa défaite par l'Allemagne par la signature de Reims le 7 mai et la préparation de la signature de Berlin. Le général de Gaulle insiste sur l'état dans lequel se trouve l'ennemi (destruction, décomposition). Il ne présente pas un armistice. Il insiste logiquement, dans sa démarche et dans le cadre de l'allocution, sur le rôle et la place de la France en cette journée du 8 mai 1945. Être rangée parmi les vainqueurs, chose inespérée en 1940, n'a été possible que grâce à la mobilisation de la Résistance, au sens du sacrifice qui renvoie à la « France éternelle » du discours de la libération de Paris.

Une victoire collective : comme la guerre pressentie dans l'appel du 18 Juin est une guerre mondiale, le terme de cette guerre ne peut passer sous silence le caractère international des acteurs, peuples martyrisés, peuples des soldats libérateurs.

Vers 15 heures, le général de Gaulle fait un discours sur les ondes au même moment que W. Churchill et H. Truman au à Londres et Washington : destins communs aux peuples occidentaux dans cette guerre de libération.

Puis visite sur la place l'Étoile, déjà bondée. Recueillement devant la tombe du soldat inconnu. De Gaulle estime la foule « grave et contenue ». Manifestation mi-spontanée, mi-organisée (cortège, salves d'artillerie, son de cloches, les discours officiels...). La cérémonie n'est pas une surprise car la fin du conflit est attendue depuis plusieurs semaines. De plus, les manifestations de liesse plus spontanée ont déjà marqué l'année 1944 lors des étapes de la libération. Le général de Gaulle note aussi cette situation particulière d'une population marquée par des sacrifices, des dons de soi, des douleurs vives, des disparitions mais aussi des compromissions, des collaborations, « des défaillances désastreuses », « une douleur sourde au fond de la conscience nationale »... « La guerre qui enfante tout n'ait pas enfanté la paix. »

Les signataires allemands

Nous présentons ici quelques fiches biographiques des principaux signataires des textes de Reims et Berlin. Les hommes du 8 Mai possèdent un certain nombre de points communs : ils sont tous passés par l'expérience de la Grande Guerre, par des fonctions de formateurs entre les deux guerres, par des commandements élevés lors de la Seconde Guerre mondiale.

Les deux représentants allemands présentés sont condamnés par le tribunal allié de Nuremberg. Il ne s'agit pas de figures principales du nazisme, mais ils appartiennent au groupe des derniers soldats mis au premier plan par les conditions de fin de guerre, par les trahisons de certains dignitaires du régime.

Alfred Jodl : le premier à signer

Alfred Jodl est né le 10 mai 1890 à Wurtzbourg dans une famille de militaire bavarois. Il stoppe sa scolarité à 13 ans pour entrer dans le corps des cadets. Bachelier tardif, à 20 ans, il est nommé en 1912 lieutenant dans un régiment d'artillerie. Blessé dès le début de la Grande Guerre, il reçoit la croix de fer mais ne reprend le combat qu'en 1915. Sur le front de l'est, il commande une batterie du 72^e régiment royal hongrois de canons de ligne, puis est envoyé sur le front occidental au début de l'année 1918. Il y reçoit en mai la croix de fer 1^{re} classe.

Après l'armistice, il poursuit sa carrière dans l'armée allemande réduite par le traité de Versailles, en y exerçant divers commandements. Il rencontre Adolf Hitler en octobre 1923. De 1928 à 1932 il enseigne l'histoire et la tactique militaire. Il est promu major en 1932, puis chef de la section de défense du territoire en 1935 (WFA). En 1938, il bénéficie de la réorganisation de la Wehrmacht après l'éviction de von Blomberg et Fritsch : le régime s'appuie sur des hommes de « confiance », la WFA est intégrée à l'OKW commandé par Keitel. Les hommes de la reddition sont alors en place. À la fin de l'année 1938 Jodl devient commandant d'artillerie puis général-major en 1939. Le début de la guerre le conduit à revenir au FWA en septembre 1939. Il bénéficie de l'ensemble des promotions liées à la campagne de France et devient général d'artillerie. Il s'occupe alors du plan de conquête de l'URSS, produit la directive n° 21 du 18 décembre 1940 connue sous le nom « d'opération Barbarossa ». Il serait aussi l'auteur des directives pour les Einsatzgruppen contre les « commissaires soviétiques » et les « judéo-bolchéviques ».

Un moment menacé d'être remplacé par Paulus pour avoir soutenu les chefs des armées du Caucase, la défaite de Stalingrad lui laisse les mains libres. Il participe à l'organisation de la déportation des juifs d'Europe et est nommé *Generaloberst* le 30 janvier 1944. Il est blessé lors de l'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944. En avril 1945 il est désigné mandataire par le nouveau chef de l'État Doenitz, après le suicide d'Hitler, pour signer la reddition de l'Allemagne le 7 mai à Reims. À ce titre il entre donc dans la salle du lycée de Reims pour parapher un texte qu'il ne discute pas. De retour en Allemagne, il est arrêté le 23 mai 1945 par les Britanniques et fait prisonnier de guerre. Il est condamné à mort et exécuté par pendaison lors du procès de Nuremberg, après un débat sur la nécessité de l'exécuter, le 1^{er} mai 1946. Il y fut déclaré coupable des quatre chefs d'accusation. Sa seconde femme obtient une réhabilitation par un tribunal bavarois, refusée par les autorités d'Occupation, mais une négociation permet le déblocage de la succession et l'inscription de son nom sur la tombe familiale à Frauenchiemsee.

Wilhelm Keitel, « Quoi ? Les Français aussi ! »

I.C. - 1006-14-2-45. - 76456		DETENTION REPORT		File number	
		SEX (1)		Office use only	
		<input checked="" type="radio"/> M <input type="radio"/> F Ring applicable			
DATE OF BIRTH (3)		PLACE OF BIRTH (3a)		NATIONALITY (2)	
22 Sept. 1882		Kr. Gandersheim Helmscherode		German	
		WEIGHT (3b)		HEIGHT (4)	
		150 lbs.		1.85 m.	

Carte de détention de Wilhelm Keitel.

Sources: Museum of World War. Germany.

Wikipedia: http://fr.wikipedia.org/wiki/Wilhelm_Keitel

Né le 22 septembre 1882 près de Hanovre, mort pendu à Nuremberg le 16 octobre 1946, accusé de crime de complot, crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité.

Il appartient au milieu de la bourgeoisie rentière des propriétaires fonciers. Il s'engage dans l'armée en 1901 comme cadet dans le 6^e régiment d'artillerie de campagne de Basse-Saxe. Commandant de batterie dans le 46^e régiment d'artillerie, il est gravement blessé au bras par un obus dès septembre 1914. Il devient membre de l'état-major en 1915. À la sortie de guerre il reste dans la nouvelle Reichwehr, participe à l'organisation des corps francs servant à la frontière polonaise. Présent au ministère de la Défense dès 1924, il conserve sa place à l'arrivée des nazis au pouvoir et sert le ministre von Blomberg, est promu général en 1937 puis devient même, après 1938, chef suprême des troupes avec la création de l'OKW (Oberkommando des Wehrmacht : haut commandement des forces armées). Pourquoi Keitel est-il à une place aussi importante ? Souvent qualifié d'homme de bureau, Keitel est suffisamment soumis pour qu'à travers lui Hitler contrôle la Wehrmacht. De fait pendant la guerre il se montre commandant mesuré, précautionneux et très prudent. S'opposant aux invasions de la Pologne puis de la France, sa démission plusieurs fois présentée fut toujours refusée. Même s'il soutient lui aussi contre Hitler le commandement du Caucase en 1942, il applique sans sourciller les ordres reçus, qu'il signe, même ceux permettant aux SS d'instaurer à l'Est une politique de terreur.

À la fin de la guerre, il présente pour Doenitz la reddition de l'Allemagne le 8 mai 1945. Lors du procès de Nuremberg il plaide non coupable puis se rétracte et fonde sa défense sur l'obéissance.

Les signataires américains

Walter Bedell Smith

Né à Indianapolis le 5 octobre 1895, ce général américain a fait son service pendant la Grande Guerre dans une division de l'armée américaine, comme officier de réserve de l'infanterie. Il est blessé lors de l'offensive de l'Aisne en 1918. Après la guerre, il est instructeur pour l'infanterie. Appelé par George Marshall, il entre au secrétariat de l'état-major américain. Il devient secrétaire en 1941 et est envoyé en Angleterre comme chef d'état-major d'Eisenhower à la tête du SHAEF, (*Supreme headquarters allied expeditionary force*), auprès duquel il reste jusqu'à la fin de la guerre. Réputé brutal, efficace, homme à principes, il est chargé des besognes désagréables et manifeste une attitude ségrégationniste contre les soldats afro-américains.

Après la guerre il devient ambassadeur des États-Unis en URSS de 1946 à 1949, puis directeur de la CIA entre 1950 et 1953, et participe en 1954 à la création de l'Agence nationale de sécurité. Il décède le 9 août 1961 et est enterré au cimetière d'Arlington qui accueille les hommes d'État américains.

Dwight D. Eisenhower

Photo # USA C-2337 Senior Allied delegates celebrate after Germany had surrendered, 7 May 1945



Le commandement allié à Reims après la reddition allemande. Sont présents de gauche à droite, le Major Général Sousloparov , le Lieutenant Général F. Morgan, le Lieutenant Général Bedell Smith, le Général Eisenhower, le Maréchal de l'air A. Tedder.

Sources : Naval Historical Center. Washington.

Wikipedia: http://fr.wikipedia.org/wiki/Ivan_Sousloparov

Autorisation: PD-USGov-Military-Army

Né le 14 octobre 1890 à Denison dans une famille modeste, mort le 28 mars 1969. Il prépare à l'université du Kansas l'examen d'entrée à l'académie militaire de West Point où il entre en 1911. Promu capitaine en 1917, il sert comme instructeur sans obtenir d'affectation en Europe pendant la Grande Guerre malgré ses demandes répétées. Il mène une carrière active entre les deux guerres : avec Patton il rédige des articles favorables à l'utilisation des chars, il suit les cours de l'école de commandement et sert auprès de Pershing, rejoint le secrétariat d'État à la Guerre puis les Philippines avec Mac Arthur. Lieutenant-colonel en 1936, en 1939, quand la guerre commence en Europe, il rentre aux États-Unis, participe à l'organisation des troupes, et est affecté au département de la guerre après Pearl Harbor sous les ordres du général Marshall. En février 1942, il est nommé commandant en chef des forces américaines en Europe. Il commande le débarquement de novembre 1942 en Afrique du Nord. En 1943, il conduit les campagnes de Sicile et d'Italie et y expérimente les techniques de débarquement. Quand les Alliés décident l'ouverture d'un deuxième front en Europe occidentale, Eisenhower est choisi, Marshall devant resté auprès de Roosevelt. Il s'installe à Londres, dirige le SHAEF et organise le débarquement de Normandie : l'opération *Overlord*. Moins d'un an plus tard, il reçoit à Reims la capitulation allemande. Il devient après la guerre chef d'état-major de l'armée américaine, poste qu'il garde jusqu'en 1948. En 1950, Truman en fait le commandant suprême de l'OTAN.

Ouvrage : *Les Opérations en Europe des forces expéditionnaires alliées : 6 juin 1944-8 mai 1945*, 2^e édition. Préface du général Koenig... Traduit de l'édition anglaise par le capitaine Ramsay, 1947.

Jean de Lattre de Tassigny : la présence française

Né en 1889, à Mouilleron-en-Pareds, mort en 1952 à Paris. Il mène ses études au collège Saint-Joseph de Poitiers, puis prépare l'École navale et Saint-Cyr où il est reçu en 1908. Il y est élève 1909 à 1911, dans la promotion « Mauritanie » dont il sort 4^e. Il entre en 1911 à l'école de cavalerie de Saumur. Sur le front, il est blessé une première fois le 11 août 1914 par un éclat d'obus au cours d'une reconnaissance. Le 14 septembre, il est de nouveau blessé d'un coup de lance d'un Uhlan en chargeant à la tête de son peloton de dragons. Il est ensuite nommé capitaine au 93^e régiment d'infanterie puis affecté au 49^e RI de Bayonne, de 1919 à 1921. En 1921, il est envoyé au Maroc. De 1927 à 1929, il suit les cours de l'école de guerre avec la 49^e promotion. En 1929, il devient chef de bataillon au 5^e RI de Coulommiers.

En 1932, il est promu à l'état-major de l'armée puis à celui du général Maxime Weygand, vice-président du Conseil supérieur de la guerre, au grade de lieutenant-colonel. À l'état-major, il est affecté au troisième bureau où il maîtrise les relations avec l'Union soviétique. En 1935, il devient colonel. Entre 1937 et 1938, il suit des cours au centre des hautes études militaires et devient en 1938 chef d'état-major du gouverneur de Strasbourg.

Promu général de brigade en mars 1939, il est chef d'état-major de la 5^e armée. Il commande pendant les affrontements de Rethel, où sa division résiste héroïquement. En juillet 1940 il est adjoint au général commandant la 13^e région militaire à Clermont-Ferrand puis devient général de division, et commande ensuite des troupes de Tunisie jusqu'à la fin 1941. En août 1942 il est contacté par Jean Moulin, qui lui propose de prendre la tête de l'Armée secrète, mais il refuse.

Lors de l'invasion de la zone libre par les troupes allemandes, il refuse l'ordre de ne pas combattre et est arrêté. Il est condamné à dix ans de prison par le tribunal d'État de la section de Lyon en janvier 1943. Il s'évade de la prison de Riom en septembre 1943 et rejoint Londres. Le général de Gaulle fait de lui un général d'armée le 11 novembre 1943. Il commande l'armée B, la première armée française. Il débarque en Provence le 16 août 1944, libère Toulon, Marseille puis Lyon et les Vosges, passe le Rhin, libère l'Alsace. Il entre en Allemagne jusqu'au Danube, prenant au passage Stuttgart malgré les ordres américains. Il représente la France à la signature de la capitulation allemande au quartier général du maréchal Joukov. Il exerce des responsabilités dans la nouvelle armée et commande le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient à partir de 1950, organisant une armée nationale vietnamienne. Marqué par la mort de son fils en Indochine, souffrant d'un cancer à la hanche, il meurt à Paris en 1952. Il est élevé au rang de maréchal de France.

Les rivaux soviétiques

Ivan Koniev

Né en 1897, dans une famille rurale, près de Kirov, bûcheron, il est enrôlé dans l'armée russe en 1916. Démobilisé en 1917, il entre au parti communiste en 1919, rejoint l'Armée rouge comme artilleur sous le commandement de Vorochilov. Il suit en 1926 les cours de formation d'officier à l'académie militaire de Frounze. Il bénéficie des promotions rapides suite aux purges staliniennes et devient commandant de corps en 1938. Le patronage de Vorochilov, proche du dictateur, n'est pas étranger à cette carrière. Parallèlement, il est député au Soviet suprême en 1937, et en 1939 candidat au comité central du parti. Commandant les armées de la région de Vitebsk, à l'entrée de l'armée allemande, il participe à la défense de Moscou et participe à la contre-offensive de l'hiver 1941-1942. Il est promu colonel-général. Ensuite il participe aux commandements des armées d'Occident, enveloppant l'armée von Manstein. En libérant l'Ukraine, il obtient le rang de maréchal de l'Union soviétique en février 1944. Biélorussie, Pologne, Tchécoslovaquie, en juillet, il est sur la Vistule, et est déclaré héros de l'Union soviétique. En janvier 1945, il pousse les Allemands vers l'Oder, libère Cracovie, puis avance sur Berlin. Il est détourné au sud-ouest pour laisser l'honneur de prendre la ville à Joukov et pour rejoindre les troupes américaines à Torgau. Il libère Prague. Haut commissaire allié pour l'Autriche, commandant des forces soviétiques en Allemagne orientale, il remplace Joukov en 1946 au ministère de la Défense, dont il fut mis à l'écart en 1950. De retour en grâce en 1953, il dirige le tribunal condamnant Béria. En 1956, il est nommé commandant en chef des forces armées du pacte de Varsovie, poste qu'il occupe jusqu'en 1960. Retiré des services actifs, malgré un court passage au commandement des forces en RDA, héros adulé par le pouvoir soviétique, il meurt en 1973.

Gueorgui Joukov, la légende



Le tout premier monument dédié à Gueorgui Joukov, en mémoire de la victoire de Halhin Gol en Mongolie.
Sourc : Wikipedia http://fr.wikipedia.org/wiki/Gueorgui_Joukov © Igor Petukhov

Né en 1896, dans une famille paysanne pauvre du sud de Moscou, Joukov encore enfant travaille aux champs lors des récoltes et des fenaisons, tout en fréquentant l'école paroissiale. À partir de 1907, il apprend le métier de fourreur auprès d'un oncle et devient maître-fourreur en 1911. Il échappe au début de la guerre, mais est affecté à un régiment de réserve de cavalerie en 1915 et suit une formation militaire en Ukraine. Remarqué pour ses qualités, il est intégré aux sous-officiers en 1916, mais blessé au combat la même année, il est rapatrié. Au contact d'un arrière en pleine déliquescence il se rallie aux thèses bolcheviques, participe aux mouvements de février 1917, est élu président d'un soviet de soldats. Pris dans les difficultés de l'année 1917, il rentre chez lui atteint par des fièvres et ne participe pas à la révolution d'Octobre. En 1918 il rejoint l'Armée rouge comme volontaire dans un régiment de cavalerie. Il combat victorieusement l'armée de Koltchak, en 1919 il adhère au parti bolchevik, puis formateur et soldat, il combat Wrangel. Joukov sort décoré (ordre du drapeau rouge) de la période du communisme de guerre. De 1922 à l'opération Barbarossa, il occupe de nombreux postes, monte en grade jusqu'à devenir chef d'état-major en s'appuyant sur la rigueur et la discipline. Il manifeste son efficacité dans la formation. Parallèlement il exerce des fonctions de commissaire politique, marque de confiance du régime. En 1929, il rejoint les cours de préparation des cadres supérieurs de l'armée à Moscou où il étudie les stratèges soviétiques comme Frounze, Toukhatchevski... et se crée sa propre conception de l'utilisation des blindés. Il commande une division des Cosaques du Don, de 1932 à 1936. Il échappe aux purges que subit le commandement de l'armée soviétique peut-être parce qu'il était en commandement éloigné de Moscou. En 1936, il part en Espagne comme observateur puis revient pour un grand commandement en Russie. En 1938, il a pour mission le commandement des troupes soviétiques chargées de repousser l'armée japonaise de Mongolie. Il remporte la victoire tactique de Halhin Gol en août 1939, en utilisant efficacement la mobilité des chars. Pour les autorités soviétiques il efface la défaite de 1905, il devient héros de l'Union soviétique. Promu général en 1940, il devient chef d'état-major et est muté à Moscou en février 1941. Il préconise le retrait des troupes de la frontière pour mieux répondre à l'attaque allemande. Lors de la grande guerre patriotique, lors de la conquête allemande, il organise la défense de Moscou par le rapatriement des troupes d'Extrême-Orient, ce qui contribue à sauver la ville en décembre 1941. Il participe à la défense de Stalingrad, puis brise le siège de Leningrad en janvier 1944, conduit la bataille de Bagration, libérant la Biélorussie. Chef d'état-major soviétique dans la conquête de Berlin, il reçoit la capitulation du commandement allemand le 9 mai 1945 au matin. Écarté par Bériia, Staline le relègue en 1946 dans un commandement à Odessa. Son nom disparaît des commémorations annuelles du 8 Mai en URSS ! En 1953, délégué à la défense, puis ministre, il arrête Bériia lui-même et appuie N. Khrouchtchev, entre au comité central pour quatre petits mois, écarté par le père de la coexistence pacifique. Rappelé par Brejnev, il redevient un héros de l'Union soviétique. Un ordre militaire et une décoration portent son nom.

Mettre en mémoire le 8 Mai

Une célébration spontanée

Que mettre en mémoire, que commémorer collectivement le 8 mai de chaque année ? Rien n'a été signé ce jour. Le 7 mai, jour de la signature de Reims, le 9 mai, celui de la signature de Berlin auraient tout aussi bien pu être retenus. Les Russes du reste commémorent le 9 mai. Le texte signé à Reims ne fait qu'imposer le lendemain – le 8–, comme arrêt des combats.

La fin de la guerre est vécue en 1945 dans une liesse populaire fortement différente de celle du 11 novembre 1918. Pour la fin de la Grande Guerre, l'arrêt du massacre, de la boucherie, de la mort de masse, le retour prochain des soldats mobilisés par millions expliquent d'abord l'enthousiasme retenu. De même la surprise de la nouvelle laisse aussi les populations dubitatives.

Le 8 mai 1945, les populations sont préparées à la fin du conflit dans une grande partie des États européens progressivement libérés par les Alliés occidentaux et soviétiques. Elles ont été libérées de la présence allemande (en France dès la fin de l'année 1944, mises à part les poches atlantiques), elles suivent la progression des armées alliées au fil des lectures de journaux et des informations radiodiffusées, des nouvelles d'un front mobile dans un territoire sous domination allemande qui se réduit comme peau de chagrin.

Il semble évident de célébrer la date dès son origine : le 8 et le 9 mai 1945 sont fériés en France pour permettre à la population de vivre l'événement dans une démarche collective moins perturbée que la Libération de l'été 1944 marquée par des formes d'épuration sauvage (voir Fabrice Virgili, *La France virile, des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000). Les rassemblements sur les Champs-Élysées par exemple avec le passage à l'Arc de Triomphe du général de Gaulle ont bien cette dimension festive.

Images INA - L'enthousiasme à Paris, le Général De Gaulle à L'Étoile : <http://www.ina.fr/histoire-et-conflits/seconde-guerre-mondiale/video/AFE86003087/l-enthousiasme-a-paris-le-general-de-gaulle-a-l-etoile.fr.html>

Pendant la mémoire collective est ici confrontée à un processus d'éclatement lié à la diversité des façons dont le conflit a été traversé. Quel unanimité créer parmi des populations encore en attente du retour de leurs prisonniers et déportés ?

Le long chemin vers la journée fériée

Dans le cadre français, la célébration du 8 mai 1945 a considérablement changé. Annoncée par le général de Gaulle à la radio, soutenue par les cloches, la paix est bien fêtée le 8 mai 1945, puis le 9 mai lors de grandes manifestations publiques. Les commémorations de la Grande Guerre tenant encore une place principale dans l'univers mémoriel français, le 11 novembre 1945 a donné lieu à des cérémonies importantes. La ville d'Orléans a fêté dans un même élan le 8 mai 1945 la fin de la guerre et la libération de la ville par Jeanne d'Arc en 1429. La concurrence de Jeanne reparaît chaque année car à partir de 1946, le 9 mai est fêté le dimanche s'il y a coïncidence de dates ou bien le dimanche suivant qui est aussi celui de la fête de la Sainte.

Images ECPAD - Cérémonie d'Orléans : association fête de Jeanne d'Arc, cérémonie de fin de guerre.
[Voir la vidéo sur le site Pour mémoire](#)

L'argument de la reconstruction qu'il ne faut pas ralentir par un jour férié supplémentaire est aussi avancé. En 1948, le ministre des anciens combattants, François Mitterrand confirme le caractère non férié du 8 mai. En 1951, les autorités nationales commémorent alors que le 8 mai n'est pas un dimanche. Cependant la guerre 1939-1945 est féconde en dates à commémorer. Des groupes identifiés par leur rapport à la guerre organisent leur mémoire du conflit : pour les résistants de la France libre, le général de Gaulle en tête, le 18 juin est commémoré de façon systématique, d'autant plus que cette mémoire se donne également un lieu propre, le Mont-Valérien, théâtre d'exécutions puis d'inhumations de résistants. Cela pousse des associations de résistants et de déportés à demander une célébration particulière de la victoire. En 1953, l'assemblée de la Quatrième République vote une loi rendant le 8 mai férié. La date s'impose alors comme référence de la guerre. Quand il met en place la Cinquième République, le général de Gaulle décide que le 8 mai ne sera plus férié mais commémoré le deuxième dimanche du mois au grand dam des anciens combattants. Pour le vingtième anniversaire de la victoire, le gouvernement Pompidou rétablit exceptionnellement le caractère férié pour cette seule occasion puis en 1968, la célébration est programmée en fin de journée.

Le rapprochement franco-allemand sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing et d'Helmut Schmidt conduit le président français à ne pas commémorer le trentième anniversaire, mais à proposer une journée de l'Europe et à imaginer le transfert des commémorations nationales sur le seul 11 novembre. Cette décision provoque de vives réactions. Le 23 septembre 1981, le président socialiste fait voter une loi qui fait du 8 mai un jour commémoratif férié.

Oublier la guerre ? Les commémorations récentes

Images INA - Commémoration, Mitterrand à Berlin, 8 mai 1995 :
<http://www.ina.fr/video/CAC95028910/francois-mitterrand-a-berlin.fr.html>

Le 8 mai 1995, cinquantième anniversaire de la victoire, le président Mitterrand est accompagné du nouvel élu, Jacques Chirac, alors que la passation de pouvoir n'a pas encore eu lieu. Mais ce jour, François Mitterrand rejoint Helmut Kohl dans une commémoration franco-allemande. La dimension européenne de la commémoration devient primordiale au nom de la victoire sur la barbarie, de la libération des peuples européens opprimés et de la construction d'un continent uni. Comme pour le 11 novembre, le souci d'associer l'ensemble des morts de la guerre dans la démarche commémorative l'emporte désormais. Ils furent tous combattants d'une même guerre. Le 8 mai est leur journée, celle d'un conflit fondateur. Les soldats allemands ne furent-ils pas d'une certaine façon victimes eux aussi d'une barbarie qui les a conduits à la mort ? Cette approche n'a de sens que si le 8 mai se transforme en jour privilégié d'une autre construction.

Images ECPAD - Cérémonie de 2005, hymne européen et mélange des drapeaux, place de la jeunesse.
[Voir la vidéo sur le site Pour mémoire](#)

Il fallut faire tomber les ambitions nationales, mettre un terme au temps de l'État nation dominant pour faire naître un nouveau continent, dont l'extinction du fait guerrier devint l'objectif des États unis. Lors de la célébration à Paris du 8 mai en 2005, l'hymne européen domina et les drapeaux allemands flottèrent aux côtés d'autres drapeaux plus communément admis en ce jour.

Le 8 mai n'est pas nécessairement une journée marquante des calendriers commémoratifs d'autres pays. Aux États-Unis, le 30 mai est le *memorial day* pour tous les anciens combattants, ni le 8 mai ni le 2 septembre ne sont retenus, le 11 novembre est le jour des vétérans. Les Russes commémorent le 9 mai ! Si Israël fête le 9 mai, c'est pour commémorer l'indépendance. Les Anglais marquent le 11 novembre par deux minutes de silence mais oublient le 8 mai...

Un autre 8 mai 1945, les événements de Sétif, Guelma et du Constantinois

« Une mémoire occultée »

Images INA - Le 8 mai 1945 à Sétif (journal télévisé, 7 mai 2005) : <http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/2827576001025/repression-sanglante-a-setif.fr.html>

Le 8 mai 1945, à Sétif, les manifestations de la victoire sont marquées par la constitution d'un cortège se dirigeant vers le monument aux morts de la Grande Guerre. Des Algériens s'insèrent dans le cortège en portant un drapeau algérien ce qui provoque une intervention des forces de police (le jeune homme portant le drapeau est tué par un policier), un mouvement de panique dans la manifestation, des morts européens dans le cadre d'une émeute (peut-être une centaine et autant de blessés) engendre une intense répression contre les Algériens. Comme souvent le bilan est difficile à établir à la fois pour des raisons purement techniques, mais aussi parce que ces bilans sont des enjeux mémoriels majeurs pour les deux clans qui s'affrontent. Mais quel que soit le bilan, qu'est-ce qui peut justifier en ces jours de joie de fin de guerre, 1 165 morts algériens selon les autorités coloniales, 8 000 morts selon le travail de C.-R. Ageron, 17 000 morts selon des rapports américains, plus de 45 000 morts selon la mémoire algérienne ?

Le drapeau sorti ce jour-là est celui du Parti du peuple algérien, que le mouvement veut semble-t-il mêler aux drapeaux victorieux de la guerre.

Ces événements dramatiques, méconnus alors du public français, sont toujours enfouis six décennies plus tard dans une mémoire occultée. Les autorités, la presse de part et d'autre de la Méditerranée ont tu les faits. Sans doute les événements sont-ils nés du refus de voir le drapeau algérien associé aux drapeaux des puissances victorieuses. Qu'en savait la presse, alimentée en informations par l'armée française qui reprenait en main le Constantinois ? Le silence des sources, la censure du temps de guerre, le contrôle des représentants des agences de presse par l'exécutif d'Alger, tout concourt à évincer de l'information des faits d'une grande gravité. Les agences de presse étrangères, notamment américaines, ont cherché à savoir et comprendre la réalité des faits cachés par les autorités françaises. Le rapport de la commission Tubert, général de gendarmerie enquêtant sur les événements dès le 25 mai 1945 a été caché, les exemplaires ont été mis au pilon. Le rapport d'une commission dont le travail a été stoppé sur ordre du GPRF a été rendu public par la Ligue des droits de l'homme en 2005 et est consultable à partir de leur site.

Images ECPAD - Événements constantinois (film réalisé du 14 au 17 mai 1945)
[Voir la vidéo sur le site Pour mémoire](#)

Au-delà de la censure, l'information est aussi manipulée par des présentations engagées montrant les victimes européennes, à travers la construction d'un topo de la victime, savamment véhiculées pour justifier la répression sans en donner l'ampleur. Les autorités françaises ont aussi bénéficié de la multiplication des sujets importants à traiter dans les premières pages des journaux métropolitains, la fin de la guerre occupant la place principale.

Engagés dans un mouvement de lutte dont la décolonisation est l'étape finale, les mouvements nationalistes passent alors, y compris pour les forces de gauche, pour proches des puissances de l'axe dont l'objectif est de déstabiliser les alliés. Même si Messali Hadj, fondateur du PPA en 1937, a pu donner des gages, il est rapidement perçu comme complices des fascistes, image maintenue même après 1945.

Les événements de 1954, l'inscription progressive des relations franco-algériennes dans une situation de guerre, l'instrumentalisation des morts par le pouvoir algérien après l'indépendance de 1962, contribuent également à la fois à occulter, mais aussi à déformer la mémoire des événements de 1945. L'ouverture certes restreinte des archives favorise le travail des historiens depuis le début des années 1990 (voir Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945 : de Mers-el-Kebir aux massacres du Constantinois*, Paris, La Découverte, 2002, 403 p.).

Mais les livres, les documentaires restent rares de ce côté de la Méditerranée. En 1995, Arte diffuse *Les Massacres de Sétif, un certain 8 mai 1945*, documentaire de M. Lallaoui et B. Langlois, première étape vers une diffusion plus grande d'enquêtes et de travaux d'historiens sur le sujet, permettant un retour sur mémoire : l'établissement des faits au plus près possible d'une vérité historique, la compréhension de l'occultation de la mémoire. Comme le souligne Gilles Manceron, le sujet en France est entré dans les années 2000 en collision avec la discussion et le vote de lois mémorielles notamment celle de février 2005 sur l'enseignement des bienfaits de la colonisation, « la colonisation positive ». Ces discussions loin sans doute de l'objectif initial ont par effet réamorcé le travail de mémoire sur des faits dont les populations algériennes ont été victimes dans le cadre des massacres du Constantinois, mais aussi lors de manifestations en France métropolitaine dont le 17 octobre 1961. Depuis les ouvrages se multiplient (par exemple Jean-Louis Planche, *Sétif 1945, histoire d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2006, 422 p.).

Dynamiques de décolonisation ou conservatisme colonial



L'ambassadeur de France en Algérie, le 27 mai 2008 à Guelma lors du dépôt de gerbe au monument aux victimes algériennes du 8 mai 1945.

Source :

<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article2677>

Photo : ambassade de France



Gerbe déposée le 27 avril 2008 par Bernard Bajolet, ambassadeur de France en Algérie, au monument aux victimes algériennes du 8 mai 1945 à Guelma.

Source :

<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article2677>

Photo : ambassade de France

La recherche propose aujourd'hui d'autres orientations qui permettent d'affiner l'approche des faits et du climat dans lequel ils se sont produits.

La réaction des autorités françaises à la multiplication des publications, aux riches travaux d'enquête se traduit par des déclarations officielles et une participation aux cérémonies commémoratives : en 2005 l'ambassadeur de France en Algérie parle d'« une tragédie inexcusable », puis l'ambassadeur actuel annonce « que le temps de la dénégation est terminé » et souligne la « très lourde responsabilité des autorités françaises de l'époque dans ce déchaînement de folie meurtrière... » et appelle à une mémoire partagée.

Si l'historien a ouvert la voie d'une appréhension des événements, d'un retour sur histoire, il se doit aujourd'hui de conduire une problématisation du sujet dépassant la question fondamentale mais un peu simple de la seule mémoire. Avec les travaux de Jean-Pierre Peyroulou, nous entrons dans une autre démarche. L'historien polarise l'attention sur Guelma. Il y décèle des enjeux et des comportements qui dépassent la seule répression d'une manifestation nationaliste. S'interrogeant sur les acteurs de la répression, il montre des Européens réduisant les courants nationalistes de la région de Guelma de façon extrêmement violente, avec multiplication des assassinats, mais aussi opposition à la politique de réformes initiée par la métropole. Vivent dans ces groupes d'Européens des milices organisées, soutenues par les pouvoirs publics locaux et les élus, J.-P. Peyroulou y voit un mouvement précurseur des mouvements violents des années de guerre entre 1954 et 1962, notamment l'OAS des années 1961-1962. La société coloniale, les autorités couvrent alors la réalité des faits dans leur bilan mais surtout pour les acteurs et les formes d'action. En ce sens, les événements de Guelma sont alors très différents de ceux de Sétif. « La subversion européenne », visible lors de la constitution en avril 1945 par le sous-préfet André Achiary (résistant, gaulliste, mais aussi un futur chef de l'OAS) d'une milice, apparaît bien comme une remise en cause de l'autorité de l'État, acceptée momentanément par Paris et fondatrice d'une conception de la légitimité du colon à agir. Le 8 mai 1945 et les jours qui suivent initient bien autre chose qu'une mémoire occultée. La présence du ministre de l'Intérieur André Tixier, en juin 1945 pour mettre un terme aux massacres, affirme que la conception des colons du maintien de l'ordre et de leur sécurité ne saurait être acceptée. Mais n'est-il pas déjà trop tard ? Le sentiment d'être menacé, le sentiment d'une remise en cause de leur « devenir algérien », les lois du GPRF notamment sur la nationalité donnée aux musulmans algériens, poussent à l'action violente dont les victimes sont, sans vérification, assimilées au nationalisme algérien.

Guelma est plus que d'autres villes peuplées d'Algériens – 16 000 Algériens pour 4 500 Européens – ; la conquête coloniale y fut plus dure notamment dans la confiscation des terres aux tribus, ce qui contribue à expliquer le climat difficile de sortie de guerre. Présent depuis mars 1945, Achiary s'appuie sur les rivalités communautaires, l'existence de mouvements nationalistes dont le PPA, le soutien des propriétaires terriens, élus locaux comme Lavie, avec son clientélisme. Face à eux, un autre clientélisme structure la communauté musulmane algérienne de Guelma, derrière le docteur Lakhdari.

Avant le 8 mai, les mouvements algériens et les mouvements de résistance discutent pour une manifestation commune, le 8, jour de marché à Guelma. Les résistants français refusent au prétexte du maintien des slogans algériens d'indépendance et de libération, des mots d'ordres lus et entendus à Sétif. À Guelma, les Algériens décident de ne pas manifester. Vers 18 heures un cortège de jeunes algériens se forme. Achiary, des élus locaux, des gendarmes interviennent pour le retrait des pancartes : un refus, une bousculade, des coups de feu. La milice se réunit le lendemain, sous la direction d'Achiary, décide d'isoler Guelma. Les nouvelles des violences de Sétif se diffusent, les musulmans réagissent : 12 Européens sont tués. L'armée intervient par passages aériens, puis la répression s'engage, elle se mute en massacres au pluriel visant des populations ciblées par leur appartenance aux mouvements nationalistes, par leur présence dans le clientélisme algérien, puis à l'aveugle pour un bilan que l'historien place entre 576 morts algériens vérifiés et environ 2 000 selon les témoignages jugés fiables.

Conclusion : les enjeux du 8 Mai

Le 8 mai appartient à ces dates clefs de l'époque contemporaine, celles qui commémorent les fins de conflits meurtriers marqués par des atrocités innommables, celles qui fondent pour partie l'identité des vivants sur le souvenir des morts (Reinhart Koselleck). La polysémie de la date n'est guère mise en évidence par les autorités qui centrent le propos sur la victoire de la démocratie sur la barbarie nazie. Cette approche permet de toute évidence de faire du 8 Mai un acte fondateur d'une reconstruction. Ce qu'il advient du monde après la guerre est pour partie compris dans les événements du 8 Mai : relations entre les deux grands, entrée en décolonisation, construction européenne. Sans le surestimer, le 8 mai est bien une articulation majeure du basculement du monde dans le second vingtième siècle.

Antoine Prost considère que si le 11 novembre est la réussite commémorative par excellence c'est que cette journée célèbre des citoyens, honorés par l'hommage de la Nation, l'hommage des drapeaux. Le 8 mai ne contient sans doute pas cette dimension. La pluralité des comportements de guerre, la diversité des victimes dans leur nature, la répétition des étapes qui conduisent à la victoire expliquent sans doute cette situation. Ainsi le 18 juin pour « l'Appel », le 6 juin pour le débarquement sont-ils davantage fêtés. La journée des déportés, les journées spécifiques aux mouvements de résistances, la libération des camps... multiplient les dates, les occasions de commémorer dans une approche spécifique à un groupe déterminé par son rapport à la guerre.

Quelle place donner au 8 mai dans nos enseignements ? La réduction des horaires, les nouveaux programmes peuvent limiter le regard sur le 8 mai à une simple mention de fin de séquence au même titre que le 2 septembre. Cependant les documents associés à ce dossier permettent d'insérer le 8 mai dans une approche globale de la guerre. Dans le cadre français un travail prenant l'appel du 18 Juin pour entrée et l'allocution du 8 mai pour sortie couvre ainsi le déroulement du conflit, la place de la France d'un pays vaincu, occupé, soumis à de nouvelles autorités, mais aussi un pays de résistance, de participation aux combats de libération, puis à la signature de la reddition faisant de la France un vainqueur de la guerre. À une autre échelle le déroulement de la fin du conflit soulève les enjeux de l'après-guerre : l'affaiblissement de l'Europe, les relations Est-Ouest, la construction européenne et bien sûr l'approfondissement d'un processus de décolonisation déjà engagé et qui prend notamment en Algérie puis en Indochine une inflexion plus grande dès la fin du conflit.

Ressources

Ressources Scérén

- [D'une guerre à l'autre, 1918-1945, Dévédoc, 2009.](#)
- [La victoire alliée en Europe, Mémoire et Histoire, 2006.](#)
- [Guy Pervillé, La guerre d'Algérie – histoire et mémoire, Histoire de notre temps, 2008.](#)

Bibliographie

- La sélection d'ouvrages pour le traitement de ce sujet est très personnelle tant la production historiographique sur le sujet est extrêmement large. De plus nous donnons dans le corps du dossier des références bibliographiques spécifiques aux thèmes traités.
- John Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, 1990, 801 p., coll. « Tempus ».
- Joachim Fest, *Les Derniers Jours d'Hitler*, Paris, Perrin, 2002, 202 p., coll. « Tempus ».
- Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- La bibliographie sur les événements algériens est incluse dans le chapitre consacré au sujet.

Filmographie

De nombreux films et documentaires sur la Seconde Guerre mondiale occupent le paysage audiovisuel, et sont souvent bien connus. Nous préférons ici juste mentionner un opus consacré aux événements du 8 mai 1945 en Algérie.

[Yasmina Adi, L'autre 8 mai 1945 – Aux origines de la guerre d'Algérie, 52 minutes, 2008.](#)

Conception et réalisation du dossier :

Auteur : Pierrick Hervé
Chargée de mission : Marie-Christine Bonneau-Darmagnac
Chef de projet éditorial : Bernard Clouteau
Iconographe : Laurence Geslin
Graphiste :
Intégration technique : François Thibaud
Intégration éditoriale : Fanny Dieumegard
Secrétaires de rédaction : Sophie Roué

